

# RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LE PATRIMOINE MONDIAL

Lettre  
d'information 5



---

1 Éditorial

3

---

2 Première rencontre  
des gestionnaires latino-américains  
de sites d'art rupestre inscrits  
au patrimoine mondial

4

---

3 Patrimoine mondial  
et développement durable:  
projets et défis

7

---

4 Changement stratégique :  
le tourisme, lien entre patrimoine  
mondial et développement durable

9

---

5 Promouvoir la préservation  
du patrimoine mondial  
en Ouzbékistan

12

---

6 Analyse de l'efficacité du Programme  
de formation consacré à la préparation  
des propositions d'inscription sur la  
Liste du patrimoine mondial [...]

15

---

7 Que peut apporter  
le patrimoine mondial  
aux populations autochtones ?

17

---

8 Revitalisation des moyens  
de subsistance de la communauté  
sur le site du patrimoine mondial  
de Borobudur à travers [...]

20

---

9 Guides pratiques pour les sites  
du patrimoine mondial  
et le tourisme durable

23

# ÉDITORIAL

Bienvenue dans la cinquième Lettre d'information consacrée au renforcement des capacités pour le patrimoine mondial. A l'instar des précédentes éditions, vous y trouverez divers articles provenant de nos institutions partenaires qui présentent leurs activités de renforcement des capacités. Nous démarrons avec les contributions des Centres de catégorie 2, qui exposent leurs dernières initiatives ; d'autres leur succèdent, qui se concentrent sur des thèmes très divers, depuis la recherche jusqu'à l'engagement communautaire.

Certains des articles présentés évoquent des activités développées par, et en collaboration avec, nos collègues de l'UNESCO. Ainsi, en Ouzbékistan, le Bureau de l'UNESCO à Tachkent travaille avec les autorités nationales et locales au renforcement de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, et au renforcement des capacités concernant le maintien du tissu urbain des quatre villes du patrimoine mondial du pays : Itchan Kala, Boukhara, Shakhrisyabz, et Samarkand. En Indonésie, l'UNESCO, en collaboration avec les autorités indonésiennes, a lancé un projet de revitalisation des moyens de subsistance de

la communauté locale à travers les industries créatives et le tourisme lié au patrimoine.

Afin de promouvoir le tourisme durable, l'UNESCO a également développé une série d'outils de renforcement des capacités en ligne destinés aux gestionnaires de sites et autres parties prenantes clés. Ces outils se concentrent sur les approches de bonnes pratiques en matière de développement économique à travers le tourisme, satisfaisant les attentes élevées concernant la durabilité et la conservation ; ces outils sont tous disponibles en ligne. Le Programme de l'UNESCO sur le patrimoine mondial et le tourisme durable a également collaboré avec la Fondation nordique du patrimoine mondial sur un projet pilote intitulé « Vers une région pilote nordique-baltique pour le patrimoine mondial et le tourisme durable ». Rendez-vous à l'article dédié spécifiquement à ce projet pour découvrir les résultats de cette initiative.

Nous avons également inclus un article consacré aux efforts déployés par nos collègues africains en vue d'élaborer avec succès des propositions

d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. L'article évoque l'efficacité du Programme de formation consacré à la préparation de propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, une initiative de renforcement des capacités lancée par le Fonds pour le patrimoine africain en collaboration avec le Centre pour le développement du patrimoine en Afrique. A ce jour, ce sont au total quarante-huit praticiens du patrimoine africain qui ont pu bénéficier de cette activité de formation, tandis que six nouveaux sites ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, aboutissement direct du programme.

Découvrez aussi le travail réalisé par nos collègues en Australie en collaboration avec les communautés aborigènes, et leurs recherches en vue de renforcer les capacités des personnes, indigènes et non-indigènes, qui travaillent ensemble sur la gestion des sites du patrimoine mondial.

Nous espérons que vous aurez plaisir à lire et découvrir ces contributions très variées, et que notre prochain numéro inclura la vôtre !

# PREMIÈRE RENCONTRE DES GESTIONNAIRES LATINO-AMÉRICAINS

## DE SITES D'ART RUPESTRE INSCRITS AU PATRIMOINE MONDIAL

### LAURA DE MIGUEL ET MARIA AGUNDEZ

Ministère espagnol de l'Éducation, de la Culture, et des Sports

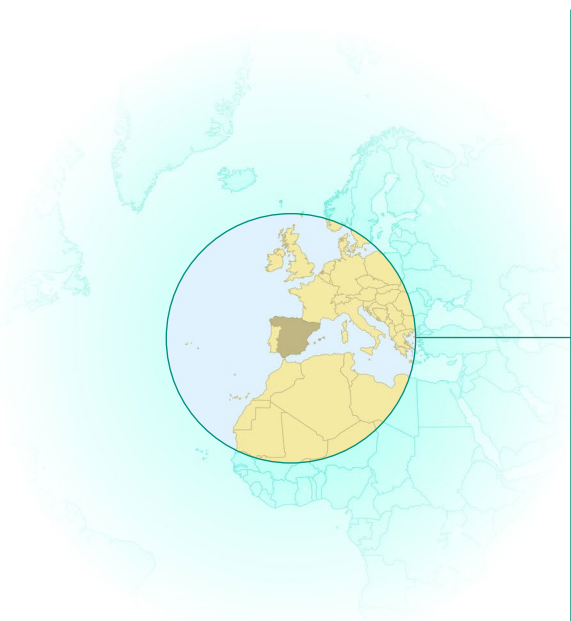
La première rencontre des gestionnaires latino-américains de sites d'art rupestre inscrits sur la Liste du patrimoine mondial s'est tenue en mai 2014 au Musée national et centre de recherche d'Altamira. Cette réunion constituait un événement notable dans le cadre des activités développées par le *Centre international pour l'art rupestre et la Convention du patrimoine mondial*.

L'atelier a rassemblé des gestionnaires et des décideurs, dans le cadre de la première étape vers la création d'un réseau des sites d'art rupestre inscrits au patrimoine mondial. Vingt-cinq professionnels venant de cinq pays différents (Argentine, Brésil, Mexique, Pérou, et Espagne) ont pris part à cette

rencontre. Les participants ont mis en avant des similarités en termes de travail, de méthodologie, et d'objectifs en matière de gestion du patrimoine mondial, ainsi que les particularités et les circonstances propres à chaque site d'art rupestre.

### L'ART RUPESTRE, L'ARCHÉOLOGIE, ET LE PATRIMOINE CULTUREL

Les valeurs originales de l'art rupestre, soit sa nature et son objet dans les sociétés qui l'ont créé, relèvent du domaine de l'archéologie. En outre, l'étude des valeurs de patrimoine actuelles de l'art rupestre implique la reconnaissance de sa relation avec le paysage, les



- ▶ communautés locales (autochtones ou non), ainsi que la compréhension de l'identité propre de l'art rupestre au sein de la culture contemporaine.

L'art rupestre, et le paysage qui lui sert d'écrin, forment un ensemble indivisible qui nécessite une gestion intégrée. Cela passe par sa protection et par celle de l'environnement, dans le cadre des réglementations gouvernementales et des politiques en matière de patrimoine culturel. Il est nécessaire d'agir en vue de sensibiliser les administrations gouvernementales et les citoyens à l'importance de conserver l'art rupestre, au même titre que le patrimoine naturel. Les efforts déployés par les administrations gouvernementales sont essentiels pour intégrer aux plans de planification territoriale des concepts tels que l'impact visuel, l'impact environnemental, et le développement social durable lié à l'art rupestre.

Les gouvernements nationaux doivent partager leurs compétences avec les administrations locales et autres institutions et acteurs concernés par l'art rupestre. L'expérience a montré que la participation de la population locale à la planification et à la gestion de l'art rupestre

n'est pas seulement possible : elle est aussi positive, dans tous ses aspects et à tous les niveaux. Le fait de tenir compte de la population locale, premier bénéficiaire du patrimoine, doit contribuer à améliorer son niveau de vie. La participation locale agit comme une barrière face à la surexploitation des ressources du patrimoine, comme l'art rupestre, et au développement inapproprié d'infrastructures, et favorise la mise en œuvre de bons modèles de gestion.

Le principal outil de gestion des sites d'art rupestre est le plan de gestion. Ce plan doit permettre d'engendrer des connaissances relatives au site (recherche et diffusion d'informations relatives à l'archéologie et à la conservation), de produire des cartes de risques, et de recommander des mesures correctives. Le plan doit également formaliser la relation avec la communauté locale et l'implication de celle-ci, et définir les compétences des acteurs impliqués. Le plan définit encore des procédures concernant la capacité de mise en œuvre et l'utilisation des ressources, ainsi que le suivi et l'évaluation. En outre, le plan de gestion doit être un document dynamique qui évolue, objet d'une constante révision et actualisation.

Les conservateurs ou les gestionnaires, indépendamment de leur titre, contribuent à la création de produits culturels basés sur l'art rupestre, en collaboration avec d'autres acteurs. Ils organisent et transforment ce patrimoine en une ressource dont on peut tirer profit et qui sert d'attraction touristique, contribuant ainsi au développement économique avec des effets tangibles, mais aussi au développement social avec des effets immatériels.

Les connaissances sur l'art rupestre et ses valeurs, et la diffusion de ces connaissances, incombent aux administrations gouvernementales. La première étape vers l'accomplissement de cette tâche doit passer par l'élaboration d'une documentation standard incluant les données administratives disponibles pour chaque site (comme les informations spécifiques relatives au lieu, au propriétaire, et au statut juridique, une description, l'état de conservation, les risques immédiats, les possibilités de recherche, l'intérêt pour le public, et l'accessibilité), ainsi que des données graphiques élémentaires (plans, élévations et sections du site, photographies générales et détaillées, et identification des chiffres).



Visite de la Grotte du Pendo ©Museo Nacional y Centro de Investigación de Altamira

► Les plans de gestion de l'art rupestre doivent être publics et couvrir les aspects énoncés ci-après : en premier lieu, une recherche scientifique conduite par des équipes multidisciplinaires de l'administration publique concernée et des institutions scientifiques reconnues ; en second lieu, une analyse contextuelle, dont celle du matériel rupestre en soi et de la nature de l'art rupestre, des circonstances archéologiques et paysagères de l'art, ainsi que de ses circonstances ethnoarchéologiques et ethnographiques, soit sa relation aux sociétés locales, autochtones ou non. Ensuite, la création d'outils de gestion

pour le patrimoine que constitue l'art rupestre, sur la base de sa documentation, de son accessibilité, et de sa diffusion à travers des modèles reconstruisant le passé et la muséalisation, et l'évaluation à la fois de l'impact économique (effets matériels) et de l'impact social (effets immatériels) de la gestion du patrimoine. Enfin, il sera nécessaire de prendre en compte la conservation préventive de l'art rupestre, en identifiant tous les risques dans ses environs, la dynamique du matériel rupestre, la nature et la composition des peintures, et leurs patine et processus de détérioration, le suivi périodique, et les interventions telles que le nettoyage, la consolidation, etc.

Les participants ont accueilli avec enthousiasme cet atelier, exprimant leur satisfaction envers les conclusions qu'ils en ont tiré, et leur engagement à les mettre en œuvre. A la suite de cette rencontre, il a été demandé au Centre international pour l'art rupestre et la Convention du patrimoine mondial (Espagne) de soutenir des ateliers similaires en Afrique et dans d'autres régions du monde. Le Centre continuera par conséquent à renforcer et soutenir les domaines fondamentaux de la gestion de l'art rupestre, en promouvant une innovation constante pour améliorer ce patrimoine unique et universel.

# PATRIMOINE MONDIAL ET DÉVELOPPEMENT DURABLE: PROJETS ET DÉFIS

## ALESSIO RE

Centre de Turin pour  
la formation et la recherche  
sur l'économie  
du patrimoine mondial

Le Centre C2 de Turin a mis en œuvre un certain nombre d'initiatives en lien avec le patrimoine et le développement durable, en insistant plus spécialement sur leur dimension économique, qui représente le principal objectif de notre travail. Deux nouvelles éditions du Master international en patrimoine mondial et projets culturels pour le développement ont eu lieu à Turin. Des participants du monde entier y ont pris part, venant de pays tels que le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, la Finlande, l'Inde, la Namibie, l'Arabie saoudite, les Seychelles, la Tanzanie, la Turquie, ou encore les États-Unis.

Les conférences délivrées sur le campus des Nations Unies à Turin ont été complétées par des sessions d'apprentissage à distance, des séminaires, et des visites de terrain, dont des activités développées dans la région « Paysage viticole du Piémont : Langhe-Roero et Monferrato », cinquantième site italien inscrit récemment sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (<http://whc.unesco.org/fr/list/1390/>), après la longue élaboration de la proposition d'inscription



Atelier de terrain dans la région de Monferrato, site du patrimoine mondial. En collaboration avec la Fondazione Gorla et le master en gestion et créativité des paysages agricoles (UNIASTISS) ©2015 Alessio Re

à laquelle le Centre a activement collaboré. La planification de la gestion d'un site et la préparation de projets culturels visant le développement local ont constitué quelques-uns des thèmes les plus pertinents développés par les participants dans le cadre de leurs projets individuels. On peut citer à titre d'exemple une étude préliminaire pour la préparation d'un plan de gestion du site du patrimoine mondial de Maloti-Drakensberg, au Lesotho, et un plan de faisabilité pour améliorer l'utilisation du patrimoine



Les deux classes du master en patrimoine mondial et projets culturels pour le développement de Turin et de Barcelone, durant la visite du palais royal de Venaria Reale. site du patrimoine mondial ©2015 Kacey Hadick

- ▶ culturel en tant que ressource pour les petites entreprises dans la ville de Portobelo, au Panama.

La structure principale du cours a été mise en œuvre ces dernières années dans deux autres contextes : le Master en projets culturels pour le développement, en partenariat avec l'Université de Barcelone, et le Master en gestion du patrimoine mondial naturel, en collaboration avec la Trentino School of Management, en lien avec le site du patrimoine mondial des Dolomites (<http://whc.unesco.org/fr/list/1237/>). Concernant ce dernier, un projet visant à établir une réserve de biosphère dans la région de Giudicarie, dans la province de Trente, a été lancé, et approuvé par l'UNESCO. La Fondation des Dolomites est également activement engagée dans d'autres

projets dans la région. En outre, de nombreuses initiatives de réseautage entre les différentes classes de Master ont été rendues possibles par des séminaires conjointement organisés à Paris, au siège du Centre du patrimoine mondial, à Turin, et dans le Piémont.

Toutes ces activités, complétées par d'autres cours plus brefs organisés durant l'année et par les cours de formation réguliers dans le cadre des programmes universitaires, ont été autant d'occasions de faire face au besoin général de renforcement des compétences des opérateurs, des gestionnaires et des communautés, et d'améliorer leurs capacités et leur vision concernant une utilisation et une gestion durables de notre patrimoine commun.

Le Centro Studi Silvia Santagata, fondateur et coordinateur du Centre du Turin, a également offert son assistance scientifique au Bureau de l'UNESCO à Venise en vue de préparer l'exposition « Derrière la durabilité alimentaire », qui se concentre sur les pratiques durables en lien avec les sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Au cours des prochains mois, le Centre de Turin aura pour défi d'essayer de consolider l'ensemble de ces programmes de renforcement des capacités, et les opportunités de réseautage qui en découlent. La prochaine initiative concerne l'organisation, avec l'UNESCO, d'une réunion internationale pour les gestionnaires de sites et les opérateurs, qui se tiendra à Turin dans le cadre du Forum mondial sur le développement local prévu en octobre 2015.



CHANGEMENT STRATÉGIQUE :

# LE TOURISME, LIEN ENTRE PATRIMOINE MONDIAL ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

## CECILIE SMITH-CHRISTENSEN

Fondation nordique pour le Patrimoine Mondial

Le projet *Vers une région pilote nordique-baltique pour le patrimoine mondial et le tourisme durable* constitue la première initiative régionale allant dans le sens du Programme de l'UNESCO sur le patrimoine mondial et le tourisme durable. Il s'agit d'une réponse directe à l'appel lancé au réseau du patrimoine mondial nordique et baltique demandant un effort coordonné visant à développer des stratégies pour le tourisme durable lié au patrimoine mondial dans la région. Ce projet régional, lancé en 2012, s'est conclu à la fin de l'année 2014.

## UN CHANGEMENT PROGRESSIF VERS UNE GESTION DU TOURISME DURABLE LIÉ AU PATRIMOINE MONDIAL

Conçu pour contribuer à un changement progressif, et adoptant une approche pratique, le projet été encadré par l'élaboration des guides pratiques de l'UNESCO, tout en se concentrant sur la manière de développer une stratégie appropriée pour le tourisme durable lié au patrimoine mondial. Les résultats du projet incluent un projet de cadre analytique utile pour établir une évaluation de référence pouvant faire l'objet de suivi au fil du temps, ainsi qu'un projet

de cadre stratégique afin d'aider à élaborer ou affiner une stratégie de gestion du tourisme.

Quinze sites du patrimoine mondial, situés dans toute la région, ont servi de sites pilotes, et un certain nombre de réunions et ateliers ont pris place au cours des 18 derniers mois. En outre, le vaste réseau nordique-baltique et un groupe consultatif incluant le CPM de l'UNESCO, ses organisations consultatives, les points focaux, les Centres de catégorie 2, l'Organisation des Villes du patrimoine mondial, Innovation Norway, et diverses académies, ont apporté leur importante contribution tout au long du projet. ►



Réunion du réseau nordique-baltique à Roskilde en 2014 ©NWHF

- ▶ La première phase du projet a permis d'évaluer le mécanisme du rapport périodique et les Critères mondiaux de tourisme durable des destinations (GSTC-D) développés par le Conseil Mondial du Tourisme Durable ([www.gstccouncil.org](http://www.gstccouncil.org)), et leur capacité à évaluer la durabilité du tourisme sur un site. L'outil de rapport périodique a été jugé insuffisant, à moins d'y inclure de nouvelles questions et de réviser minutieusement les questions actuelles. Les GSTC-D, quant à elles, qui présentent les étapes minimum pour

atteindre la durabilité, ont été répertoriées sous la forme d'une liste de vérification pouvant s'appliquer aux biens du patrimoine mondial.

Le cadre analytique utilise cette liste de vérification pour aider à créer un point de référence pour diverses questions, relatives entre autres à la gestion de l'organisation et des visites, au suivi, aux communautés locales, à l'environnement, et à la gestion. Un ensemble de réponses pondérées est en cours d'élaboration, qui pourra servir de format

de suivi de base afin de permettre une présentation visuelle du statut actuel de ces questions ainsi que des améliorations observées au fil du temps.

Un autre aspect important du projet concerne la mise à l'essai des guides pratiques développés à travers le Programme de l'UNESCO sur le patrimoine mondial et le tourisme durable. Dans le cadre du processus de renforcement des capacités, plusieurs réunions et ateliers ont eu lieu afin de collecter la contribution de chacun des sites pilotes participant, et d'incorporer ces connaissances au développement d'outils et de cadres. Dans cette optique, le cadre analytique sera davantage développé, et intégré aux Guides pratiques afin de fournir une évaluation de référence et d'identifier les points à améliorer, de fournir des conseils, des études de cas, et d'autres ressources en vue d'améliorer la performance. Les résultats seront mis en ligne sur la plateforme internet de l'initiative « People Protecting Places » de l'UNESCO.

### **CHANGEMENT PROGRESSIF DANS LA RÉGION NORDIQUE-BALTIQUE**

Pour la deuxième année consécutive, le tourisme a été le thème de la Conférence



- annuelle du patrimoine mondial nordique-baltique. La réunion s'est tenue à Roskilde, au Danemark, du 17 au 19 septembre 2014. C'est avec beaucoup d'excitation qu'un nouvel événement majeur a été annoncé, reflet de l'élan dont bénéficie le tourisme dans la région : *« D'ici 2016, la région nordique-baltique constituera une région modèle pour le patrimoine mondial et le tourisme durable au niveau international. Pour tous les biens du patrimoine mondial de la région une stratégie a été élaborée, ou est en passe de l'être, consacrée à un tourisme durable faisant partie intégrante de leur gestion globale ».*

*Vers une région pilote nordique-baltique pour le patrimoine mondial et le tourisme durable* représente notre contribution finale au Programme de l'UNESCO sur le patrimoine mondial et le tourisme durable. Le 16 décembre 2014, la NWHF a cessé d'exister en tant que Centre de catégorie 2 de l'UNESCO. Nous souhaitons profiter de l'occasion pour exprimer notre sincère gratitude pour avoir eu l'opportunité, depuis 1996, de travailler avec des collègues et parties prenantes au niveau national comme au niveau international. Nous sommes fiers d'avoir pu



Communiquer les valeurs de patrimoine ©NWHF



Efforts collaboratifs à Roskilde ©NWHF

contribuer à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO de 1972 à travers le renforcement des capacités, l'assistance technique, l'information, et la levée de fonds.

La promotion du développement durable à travers le tourisme a été l'un des principaux objectifs de la stratégie de la NWHF pour la période 2010-2014. Nos efforts ont été motivés par la vision selon laquelle, un jour, il sera obligatoire que tous les biens inscrits au patrimoine mondial ou

sur sa Liste indicative disposent d'une stratégie opérationnelle pour le tourisme durable, intégrée à son système de gestion. La collaboration étroite avec l'ensemble du réseau du patrimoine mondial nordique et baltique a joué un rôle inestimable dans notre travail, et dans ce projet.

Nous croyons que la pertinence de la Convention poursuivra son ascension, et nous vous souhaitons à tous bonne chance pour l'avenir.

PROMOUVOIR LA PRÉSERVATION  
DU PATRIMOINE MONDIAL EN

# OUZBÉKISTAN

**ONA VILEIKIS**

Université de Leuven

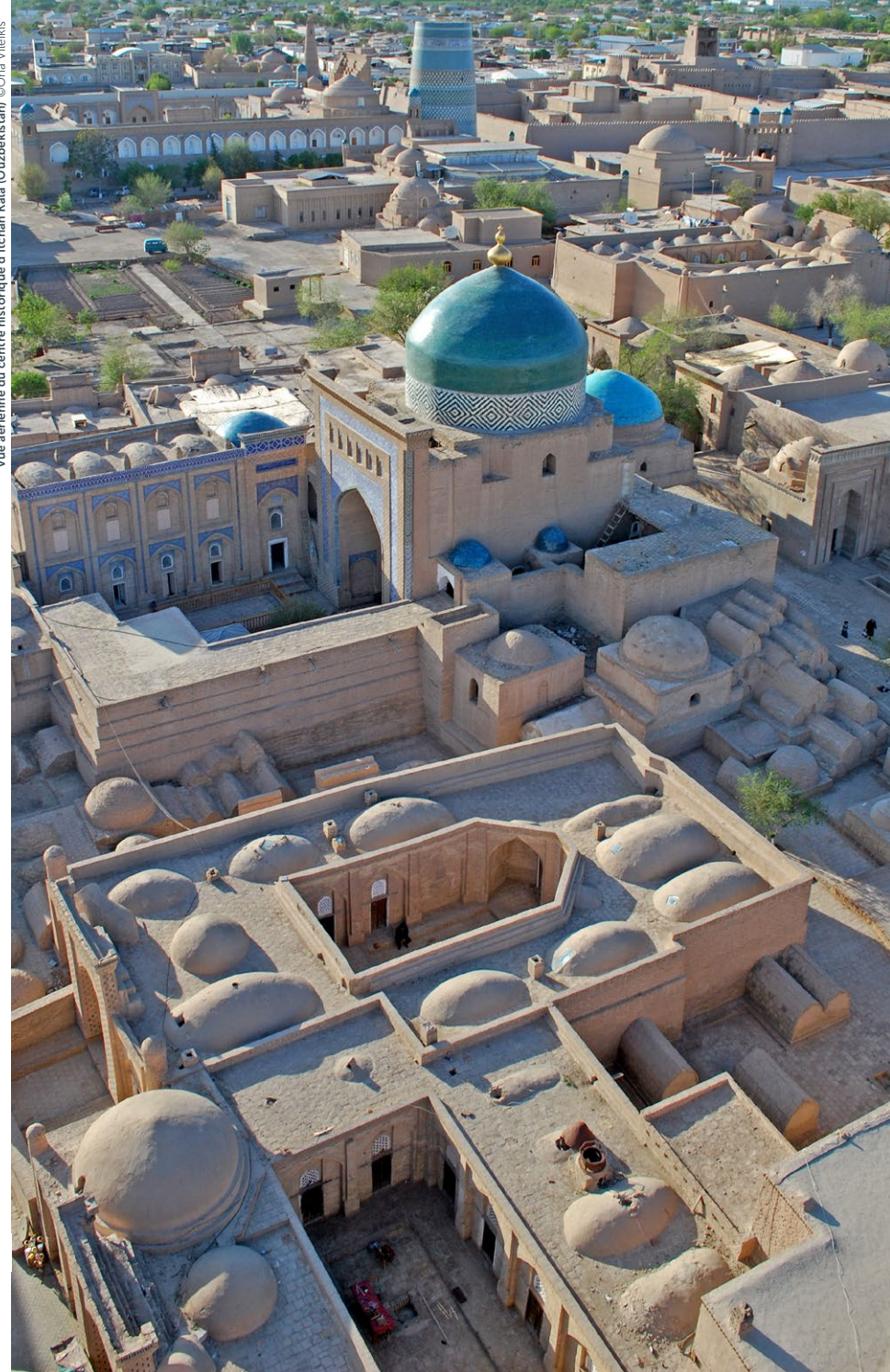
**SANJARBEK ALLAYAROV**

Bureau de l'UNESCO à Tachkent

L'Ouzbékistan a ratifié la Convention du patrimoine mondial en 1993. Quatre villes exceptionnelles du patrimoine mondial se trouvent sur son territoire : Itchan Kala, le Centre historique de Boukhara, le Centre historique de Shakhrysbabz, et Samarkand – carrefour de cultures. D'autre part, 31 sites sont inscrits sur la Liste indicative, et d'autres propositions d'inscription sont en cours de préparation. Un certain nombre d'activités ont eu lieu pour renforcer la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, avec le soutien du Bureau de l'UNESCO à Tachkent et un financement international, en collaboration avec le Centre du patrimoine mondial, plusieurs universités internationales, et le Département principal pour la préservation et l'utilisation des monuments culturels de l'Ouzbékistan (Conseil des Monuments).

Le gouvernement ouzbek a grandement contribué à la préservation des monuments au sein des

Vue aérienne du centre historique d'itchan Kala (Ouzbékistan) ©Ona Vileikis





Évaluation des conditions de conservation du Mausolée de Mir Sayid Bakhrom (Ouzbékistan), en février 2014 ©Ona Vileikis

► biens du patrimoine culturel. Toutefois, l'entretien du tissu urbain a reçu une attention moindre. Ces dernières années, la tendance a consisté à reconstruire partiellement et même à démolir les maisons traditionnelles des centres historiques. Les principales raisons à cela sont le manque de sensibilisation du public au statut de patrimoine mondial de ces quatre villes, les connaissances limitées des spécialistes concernant les techniques de construction traditionnelles, et le puissant désir de la population d'améliorer les conditions de vie au sein des bâtiments historiques. Pour atténuer ces problèmes, la priorité est de préparer des plans de gestion incluant un élément important consacré aux techniques de documentation du patrimoine, et d'établir un cadre pour la préservation de l'authenticité et de l'intégrité du tissu urbain et de ses monuments en tant qu'ensemble.

La première étape a consisté à développer une base de données SIG du Centre historique de Boukhara, sur la base d'études de terrain conduites entre 2008 et 2013. En outre, en 2013, quatre activités ont eu lieu : (1) l'analyse du cadre juridique relatif au patrimoine culturel, (2) la clarification des frontières et des utilisations actuelles des zones tampons, (3) le développement d'une brochure consacré à l'éducation/la sensibilisation des enfants, et (4) l'évaluation de la gestion des risques. Au cours de cinq campagnes menées sur le terrain,

et après plusieurs sessions de formation, le centre historique a fait l'objet d'un levé qui a permis le comptage final de 131 bâtiments historiques, 203 bâtiments municipaux, et 4063 habitations. La collaboration d'un groupe multidisciplinaire et international a garanti les échanges culturels et de savoirs entre les étudiants et les experts du domaine de la conservation patrimoniale. Le Bureau d'Inspection de Boukhara gère désormais la base de données, et les spécialistes du patrimoine ont été formés à son actualisation.

En février 2014, une campagne de formation et de travail sur le terrain de deux semaines a eu lieu, consacrée à l'enregistrement du patrimoine architectural, dans le but de normaliser et d'actualiser le système d'inventaire des monuments en Ouzbékistan. Cette campagne a été une occasion unique pour 20 professionnels d'institutions du patrimoine en Ouzbékistan de s'informer sur les nouvelles approches, les meilleures pratiques, et les résultats de recherches conduites dans le domaine de l'information patrimoniale, associant mesures manuelles et technologie numérique. La formation s'est tenue dans le Centre historique de Boukhara, et le travail de terrain sur l'évaluation des conditions a eu lieu au sein de l'ensemble religieux de Chor-Bakr, qui fait partie des Routes de la soie, bien en série transfrontalier d'Asie centrale. ►



Centre historique d'Itchan Kala (Ouzbékistan) ©Ona Vileikis

- ▶ En guise de suivi de la formation, un groupe multidisciplinaire de spécialistes a appliqué les connaissances acquises durant le cours à la province de Navoi. Sept jours durant, ils ont procédé à l'évaluation des conditions du mausolée de Mir Sayid Bakhrom, à travers la réalisation de photographies et d'un relevé métrique, ainsi qu'à travers la documentation relative à la reconnaissance du caravansérail de Raboti Malik, deux sites représentatifs de la Route de la soie.

Au niveau institutionnel, une série d'ateliers et de sessions de formation en cours, organisée par le Bureau de l'UNESCO à Tachkent et par le Conseil des Monuments, a réuni des inspecteurs de toutes les régions d'Ouzbékistan en octobre 2013 (à Boukhara) et en septembre 2014 (à Itchan Kala). Les présentations et les exercices pratiques, qui incluent des pratiques précédemment mises en place en Ouzbékistan, visent à renforcer

les connaissances et à améliorer les capacités locales en termes de gestion du patrimoine mondial, en mettant un accent particulier sur la manière d'élaborer la méthodologie relative à la préparation de plans de gestion et à leur mise en œuvre pour les quatre villes du patrimoine mondial répertoriées. Au cours des activités, il s'est avéré de manière très nette que les gestionnaires rencontrent des problèmes similaires dans leurs régions respectives. Conformément au plan d'action, des études de terrain et la création de bases de données SIG pour les trois autres biens inscrits sur la liste auront lieu à l'été 2015.

Au niveau national, à la suite des résultats des activités précédentes, des discussions sont en cours au Sénat concernant la révision de la réglementation, afin d'atteindre les normes désirées en matière de préservation du patrimoine culturel, c'est-à-dire afin d'adapter le système

de gestion du patrimoine culturel de manière à satisfaire les exigences imposées par le statut de patrimoine mondial. Le premier point positif, le nouveau Décret N° 200 du Cabinet des Ministres, daté du 21 juillet 2014, relatif aux *Mesures supplémentaires pour améliorer la protection et l'utilisation du patrimoine culturel matériel et du patrimoine archéologique*, a approuvé la création d'une Unité du patrimoine mondial, sous la supervision du Conseil des Monuments.

Les sessions de formation et le travail sur le terrain montrent l'engagement dont font preuve les spécialistes et les jeunes professionnels envers la préservation du patrimoine culturel d'Ouzbékistan, mais aussi la nécessité d'offrir d'autres formations pratiques et activités de renforcement des capacités dans ce domaine.

ANALYSE DE L'EFFICACITÉ DU

# PROGRAMME DE FORMATION CONSACRÉ À LA PRÉPARATION DES PROPOSITIONS D'INSCRIPTION SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL POUR LES PAYS D'AFRIQUE ANGLOPHONE

Vallée du Grand Rift, Kenya ©Ninara

## HOSEAH WANDERI

Coordinateur du Programme sur le patrimoine immobilier au Centre pour le développement du patrimoine en Afrique (CHDA)



Le Programme de formation consacré à la préparation des propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial a eu un impact important pour les praticiens du patrimoine dans les pays d'Afrique anglophone. Ce programme est une initiative de renforcement des capacités lancée par le Fonds pour le patrimoine mondial africain (AWHF), en collaboration avec le Centre pour le développement du patrimoine en Afrique (CHDA), et financée par la Fondation nordique du patrimoine mondial et le gouvernement espagnol. L'analyse du ressenti des participants, à l'issue de chaque cours de formation, a dévoilé leur grande satisfaction envers ce programme, ce qui montre que l'initiative obtient bien les résultats escomptés. L'augmentation du nombre et de la qualité des propositions d'inscription sur la Liste provenant de pays d'Afrique anglophone en est un autre indicateur positif. Ces observations suggèrent que le contenu du programme permet de combler progressivement les lacunes des praticiens du patrimoine chargés des propositions d'inscription.

La première session du Programme de formation consacré à la préparation des propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial pour les pays d'Afrique anglophone s'est tenue au Royaume du Lesotho en 2008-2009. Une deuxième session de formation a ensuite eu lieu en Namibie en 2010-2011, et une troisième en Ouganda en 2012-2013. Les objectifs de cette formation sont le transfert des connaissances permettant d'élaborer des propositions d'inscription réussies, le mentorat, le soutien en matière de contenu et de logistique pour remplir les dossiers, et la fourniture d'outils permettant d'élaborer des plans de gestion solides.

La sélection des participants s'est avérée très compétitive au fil des ans. Obligatoirement, le candidat doit travailler au sein d'un site inscrit sur la Liste indicative. La sélection se fonde sur des critères rigoureux, et les points sont alloués en fonction du mérite du candidat. A titre d'exemple, les





Delta de l'Okavango ©Athena Lao

- ▶ candidats venant d'États parties africains n'ayant aucun ou peu de sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial se verront attribuer plus de points, afin d'augmenter leurs chances de participer au programme. La méthode de sélection a toutefois ses limites, en raison du manque d'outils permettant de tester l'engagement du candidat à continuer à travailler sur la proposition d'inscription une fois sa formation achevée.

Le Programme a reçu le soutien technique des organisations consultatives de l'UNESCO (l'ICOMOS, l'IUCN, et l'ICCROM), dont les experts guident les participants tout au long de la formation, modérant les discussions en profondeur et les

débats autour de concepts stimulants. Récemment, la Fondation des parcs pour la paix (PPF), une organisation non gouvernementale basée en Afrique du Sud, a elle aussi apporté son expertise technique en améliorant les compétences des praticiens du patrimoine en matière de systèmes d'information géographique (SIG).

A ce jour, ce sont au total quarante-huit (48) praticiens du patrimoine africain qui ont bénéficié du Programme de cours de formation sur la préparation des propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Toutefois, le défi inévitable de la fuite des cerveaux existe, certains participants quittant leur emploi pour aller travailler dans un tout autre domaine que celui de la gestion du patrimoine. Cela engendre des difficultés pour le programme de formation en termes de durabilité. Les personnes qui succèdent à celles qui partent ne sont pas forcément assez formées pour pouvoir poursuivre le travail de leurs prédécesseurs, ce qui entraîne des délais au niveau du bouclage des dossiers de proposition d'inscription, ainsi qu'un manque de cohérence. C'est ce qu'a annoncé un représentant de l'UNESCO au Lesotho en 2008, M. Harvey, prédisant à l'époque les défis liés à la rotation du personnel qui continuent de remettre en question la durabilité, lorsque des personnes non-expertes suivent une formation spécialisée. Quand ces professionnels du patrimoine adéquatement formés s'en vont voir « ailleurs si l'herbe est plus verte », on peut seulement

espérer qu'avant de partir, ils transmettent comme il se doit leurs connaissances à leurs pairs.

Globalement, les résultats sont très bons ; six sites ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial depuis le début du programme de formation : le Réseau des lacs du Kenya dans la vallée du Grand Rift (Kenya, 2011), le Fort Jésus à Mombasa (Kenya 2011), les Sites archéologiques de l'île de Méroé (Soudan, 2011), l'extension du Mont Kenya au Conservatoire de faune sauvage de Lewa (Kenya 2013), l'extension du Parc Maloti-Drakensberg au Parc national de Sehlabathebe (Lesotho, 2013), et le Delta de l'Okavango (Botswana, 2014).

L'évaluation du programme réalisée par les participants à l'issue des trois cycles de formation fait généralement l'éloge du contenu du cours et de la méthode d'enseignement utilisée. Dans sa fiche d'évaluation, un participant a ainsi indiqué : « nous pourrions désormais mesurer la valeur de notre bien dans un plus vaste contexte », ce qui montre que le programme traite efficacement les lacunes au niveau des connaissances relatives à l'élaboration d'une proposition d'inscription. Un autre participant fait part de l'importance des contacts établis au cours de la formation, qui ont permis l'échange d'informations entre pairs. Cela prouve que les réseaux établis lors de ce type de sessions de formation ouvrent l'horizon des professionnels du patrimoine, et leur donnent accès à d'autres contacts encore plus utiles.



# QUE PEUT APPORTER LE PATRIMOINE MONDIAL AUX POPULATIONS AUTOCHTONES ?

Ile Fraser (Australie) ©EmBe79

## IAN LILLEY

Professeur, Unité des études sur les Aborigènes et les Indigènes du détroit de Torrès, Université du Queensland à Brisbane



C'est la question sur laquelle se penche une équipe de chercheurs australiens, en collaboration avec les communautés aborigènes liées aux sites du patrimoine mondial à travers le pays. L'idée est de renforcer les capacités aussi bien des aborigènes que des non-aborigènes qui travaillent ensemble pour gérer les sites du patrimoine mondial. Dans ce but, il s'agit d'évaluer :

- quels sont, selon les aborigènes, les coûts et les avantages pour eux de l'inscription sur la Liste du patrimoine de régions importantes à leurs yeux ;
- comment les avantages peuvent être améliorés et livrés à leurs communautés par des moyens durables et déterminés localement ;
- comment l'efficacité à long terme de l'apport des bénéfices peut être évaluée avec succès d'une manière qui s'accorde avec les processus de gestion officiels du patrimoine mondial

Bien que l'accent soit ici mis sur l'Australie, l'équipe examinera également les implications de son travail à l'échelle de la scène internationale.

L'équipe comprend des chercheurs universitaires qui travaillent depuis des dizaines d'années avec les populations aborigènes d'Australasie et d'Indopacifique. Le chercheur principal, Ian Lilley, est un archéologue spécialiste du patrimoine activement impliqué à l'ICOMOS et à l'UICN, et qui porte un intérêt particulier à l'intégration efficace de la nature et de la culture dans le domaine de la gestion du patrimoine. Parmi les autres membres de l'équipe, on peut également citer Marc Hockings, Celmara Pocock, et Jon Willis. Marc est expert en gestion de l'environnement, et bien connu à l'UICN et dans des cercles plus larges du domaine de la conservation, en raison de son travail sur la mesure de l'efficacité de la gestion dans les aires protégées. Celmara



- Pocock, spécialiste des musées et du patrimoine, a travaillé avec les communautés aborigènes dans de nombreuses régions d'Australie, par exemple dans le cadre de recherches conduites dans la Zone de nature sauvage de Tasmanie et dans celle de la Grande Barrière. L'anthropologue Jon Willis a, pour sa part, travaillé pour la communauté aborigène des Mutijulu, implantée à Uluru, au centre de l'Australie, durant de nombreuses années, et a participé à la gestion du Parc national d'Uluru-Kata Tjuta. Il parle couramment le dialecte Pitjantjatjara.

Les biens qui font l'objet de cette étude ont été choisis en vue de fournir un échantillon des divers types de sites ou plus spécifiquement des approches de gestion, et incluent des sites :

- où les valeurs autochtones ont été prises en compte lors de l'inscription (Uluru-Kata Tjuta)
- où les valeurs autochtones n'ont pas été prises en compte lors de l'inscription, mais où le site est géré comme si elles l'étaient (Île Fraser, peut-être aussi Purnululu)
- où les valeurs archéologiques plutôt qu'aborigènes ont été prises en compte lors de l'inscription, mais où les liens avec les peuples aborigènes sont reconnus par la gestion (Zone de nature sauvage de Tasmanie).



Parc national d'Uluru-Kata Tjuta (Australie) ©Emmanuel Pivard

Les méthodes incluent une analyse détaillée des sites du patrimoine mondial et de la documentation qui s'y rapporte, ainsi que l'observation des participants, des entretiens, et des ateliers. L'objectif est de comparer et de mettre en lumière les coûts et les bénéfices, perçus et réels, pour les aborigènes, lorsque leurs valeurs et leurs intérêts sont officiellement reconnus par l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial et

lorsqu'elles sont gérées par les autorités locales sans bénéficier de la reconnaissance officielle du patrimoine mondial. L'équipe s'efforce tout particulièrement de désemmeler la rhétorique marquée des expériences réellement vécues. L'étude a en outre pour ambition d'aider à reformuler les outils développés pour contrôler et évaluer l'efficacité de la gestion en termes de gestion des terres et de conservation de



► la nature. Ces outils seront retravaillés afin de garantir l'inclusion, dans l'évaluation, de bénéfices culturellement appropriés aux personnes en tant qu'indicateurs d'efficacité. Deux outils sont principalement concernés : la « Trousse à outils : Amélioration de notre patrimoine » de Marc Hocking, et l'Outil d'évaluation des Bénéfices pour les Zones protégées (PA-BAT) élaboré par le Fonds mondial pour la nature (WWF) pour quantifier les coûts et bénéfices des zones protégées. Afin que cet instrument soit plus adapté aux préoccupations des autochtones, il sera affiné en fonction des informations rassemblées

sur chacun des sites que nous étudions, et administré à titre expérimental. Des entretiens relatifs au processus seront conduits avec les parties prenantes aborigènes afin de comprendre les problèmes, avec la présentation, l'apport, et la collecte des résultats. Cela inclura une approche consultative qui rapporte les résultats de l'enquête aux communautés pour évaluer si ces résultats ont représenté efficacement, ou ignoré, les principales préoccupations.

L'étude dure trois ans, de 2014 à 2016. Les intersections du projet avec d'autres projets de

recherche du patrimoine mondial sont renforcées encore par le travail collaboratif conduit avec une vaste équipe de recherche internationale dirigée par Peter Bille Larsen pour examiner les principaux facteurs qui façonnent, empêchent, ou améliorent les approches fondées sur les droits de l'Homme au sein du système du patrimoine mondial, et plus particulièrement dans la région Asie-Pacifique.

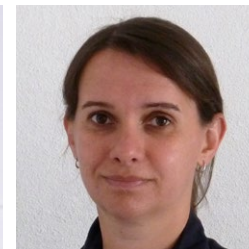
### L'ÉQUIPE DE CHERCHEURS



Celmara Pocock



Jon Willis



Linda Baulch



Ian Lilley



Marc Hockings

REVITALISATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE DE LA COMMUNAUTÉ SUR LE SITE DU PATRIMOINE MONDIAL DE BOROBUDUR

## À TRAVERS LES INDUSTRIES CULTURELLES ET LE TOURISME LIÉ AU PATRIMOINE

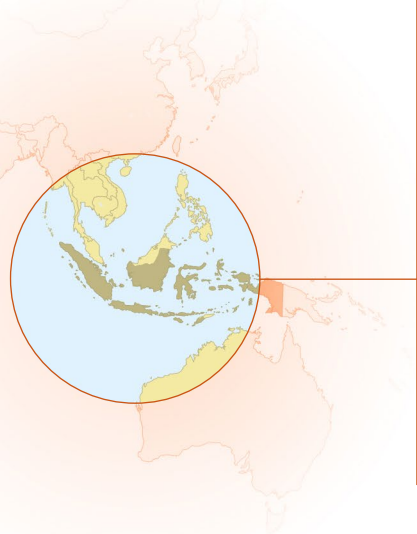
### MASANORI NAGAOKA

Directeur de l'Unité de la Culture, Bureau de l'UNESCO à Kaboul

Inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1991, l'Ensemble de Borobudur accueille chaque année près de trois millions de touristes. En dépit de cette belle opportunité de tirer parti du tourisme, de nombreux membres de la communauté vivant dans le voisinage de Borobudur n'en bénéficient pas, les touristes visitant rarement les villages situés aux environs du Temple. Il apparaît que les visiteurs qui viennent à Borobudur rentrent souvent le jour même

à Yogyakarta, la deuxième plus grande ville d'Indonésie, sans visiter d'autres sites aux abords de Borobudur, et donc sans dépenser d'argent localement. Par conséquent, les membres de la communauté locale essaient d'obtenir des revenus en vendant des souvenirs près du parking du Parc archéologique de Borobudur, se traduisant par un encombrement et une féroce compétition entre les vendeurs. Dans le même temps, le nombre de

Objets en céramique ©Masanori Nagaoka



- ▶ produits locaux attractifs proposés aux touristes est très faible, ce qui rend la génération de revenus difficile. La communauté reste par conséquent vulnérable à l'extrême pauvreté.

L'UNESCO, conjointement avec les autorités indonésiennes, a lancé en 2011 un projet axé sur la communauté, qui vise à revitaliser les moyens d'existence de la communauté locale à travers les industries créatives et le tourisme lié au patrimoine. Seize donateurs financiers, depuis des communautés nationales et internationales jusqu'au secteur privé, ont rejoint l'action collective de l'UNESCO et des autorités indonésiennes. Le projet s'est efforcé de relever ces défis,

avec comme objectif global d'améliorer les moyens de subsistance de la communauté de Borobudur, en soutenant le développement d'industries créatives durables et en promouvant le tourisme durable autour de Borobudur ; la région bénéficie d'une grande richesse de ressources naturelles et culturelles qui, bien exploitées, peuvent constituer un puissant facteur favorisant le développement durable de la zone.

Ce projet a également étudié le potentiel de développement de la région de Borobudur et produit des résultats importants, dont : l'élaboration d'un modèle d'autonomisation des communautés qui met en relation les

groupes communautaires de Borobudur avec des entreprises créatives professionnelles indonésiennes ; le renforcement des capacités concernant la création d'artisanat et de produits de grande qualité conçus et réalisés à travers un centre de formation dirigé par la communauté ; la sensibilisation au potentiel des industries culturelles auprès des membres de la communauté de Borobudur et des visiteurs, à travers la création d'une brochure sur les industries culturelles, distribuée à plus de 1000 parties prenantes ; le développement de réseaux entre les principales parties prenantes dans les environs de Borobudur, dont les membres de la communauté, le gouvernement local et national, la direction du

Inauguration de la galerie ©Masanori Nagaoka



► parc de Borobudur, et les réseaux d'entreprises internationales, nationales, régionales et locales. Un autre résultat important du projet est la réalisation d'une cartographie culturelle axée sur la communauté, et d'une étude de référence sur les artisans dans la région de Borobudur, qui implique 20 villages du sous-district de Borobudur, et plus de 150 membres de la communauté. Cette riche base de données du patrimoine culturel matériel et immatériel de la communauté, de ses ressources naturelles, ainsi que des industries créatives axées sur la communauté, peuvent désormais servir de base sur laquelle appuyer le développement futur des industries liées au tourisme durable.

Dans le cadre du projet, des locaux ont été établis pour promouvoir l'industrie créative axée sur la communauté, et pour étendre le marché des produits réalisés localement. Ces installations sont désormais utilisées pour toute une gamme d'activités, dont un showroom/café, un atelier consacré à la production de produits artisanaux, ainsi qu'un laboratoire culinaire pour fabriquer de la confiture avec les fruits de la région. Copropriété de la communauté du village, le terrain sur lequel le bâtiment est construit a été donné, gratuitement, par le Village



Production de céramique de la communauté locale ©Masanori Nagaoka

de Karanganyar, Sous-district de Borobudur, Kabupaten de Magelang, et s'étend sur 2.157m<sup>2</sup>.

En consultation étroite avec les communautés locales sur le site pilote, les concepteurs de produits indonésiens les ont aidés à créer des produits artisanaux de grande qualité en guise de souvenirs, en utilisant des matières premières locales, les compétences, dessins et thèmes traditionnels d'une manière innovante afin de garantir la durabilité des traditions et compétences locales diversifiées. L'une de ces créations consiste en des objets en céramique, dans la mesure où les communautés voisines de Borobudur sont bien connues pour leur expertise et leurs connaissances relatives à la céramique artisanale. En outre, la riche terre volcanique de la région constitue une ressource naturelle importante pour la production de céramiques de grande qualité. L'un de ces

objets en céramique, une tasse à café, a été sélectionné pour l'édition 2014 de la Biennale internationale de l'artisanat contemporain de Nantong, et exposé à Nantong, en Chine, du 24 octobre au 23 novembre 2014. Les céramiques au design innovant fabriquées par les membres de la communauté locale à partir de matières premières sont actuellement disponibles à Borobudur.

Le lancement de ces produits, organisé à Borobudur le 14 mai 2014, a été une formidable opportunité de promouvoir la galerie et la manière dont elle contribuera aux moyens de subsistance de la communauté. L'événement a rassemblé plus de 200 personnes représentant le gouvernement national et local, des ONG, des membres de la communauté locale de Borobudur, et des médias nationaux et internationaux.

# GUIDES PRATIQUES POUR LES SITES DU PATRIMOINE MONDIAL ET LE TOURISME DURABLE

## PETER DEBRINE

Spécialiste du projet - Tourisme durable

Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO

Le Programme de l'UNESCO sur le patrimoine mondial et le tourisme durable a mis au point une série d'outils en ligne pour le renforcement des capacités, destinés aux gestionnaires des sites du patrimoine mondial et à d'autres acteurs clés du domaine de la gestion des destinations à l'échelle mondiale.

Ces outils d'orientation se concentrent sur les principes issus des meilleures pratiques relatives au développement économique par le tourisme, qui répondent aux attentes élevées constatées en matière de durabilité et de conservation. Disponibles sur le portail

internet *People Protecting Places*, ils offrent aux personnes en charge des destinations touristiques inscrites au patrimoine mondial, et aux autres parties prenantes, des orientations et des lignes directrices pour les aider à :

- Mesurer les données de base
- Élaborer une stratégie efficace en termes de tourisme durable
- Établir des partenariats dans le contexte local d'un site du patrimoine mondial
- Développer des produits à partir d'un passé historique unique
- Commercialiser au mieux une destination

en tant que patrimoine mondial

- Raconter au mieux l'histoire d'un site du patrimoine mondial (valeur universelle exceptionnelle)
- Développer un plan de levée de fonds/ un projet pour lever des fonds
- Assurer une gestion efficace des visiteurs

Les guides pratiques offrent des connaissances issues des meilleures pratiques au sein de la communauté du patrimoine mondial, afin que les gestionnaires de sites, les professionnels du tourisme et de la conservation, et les communautés du monde



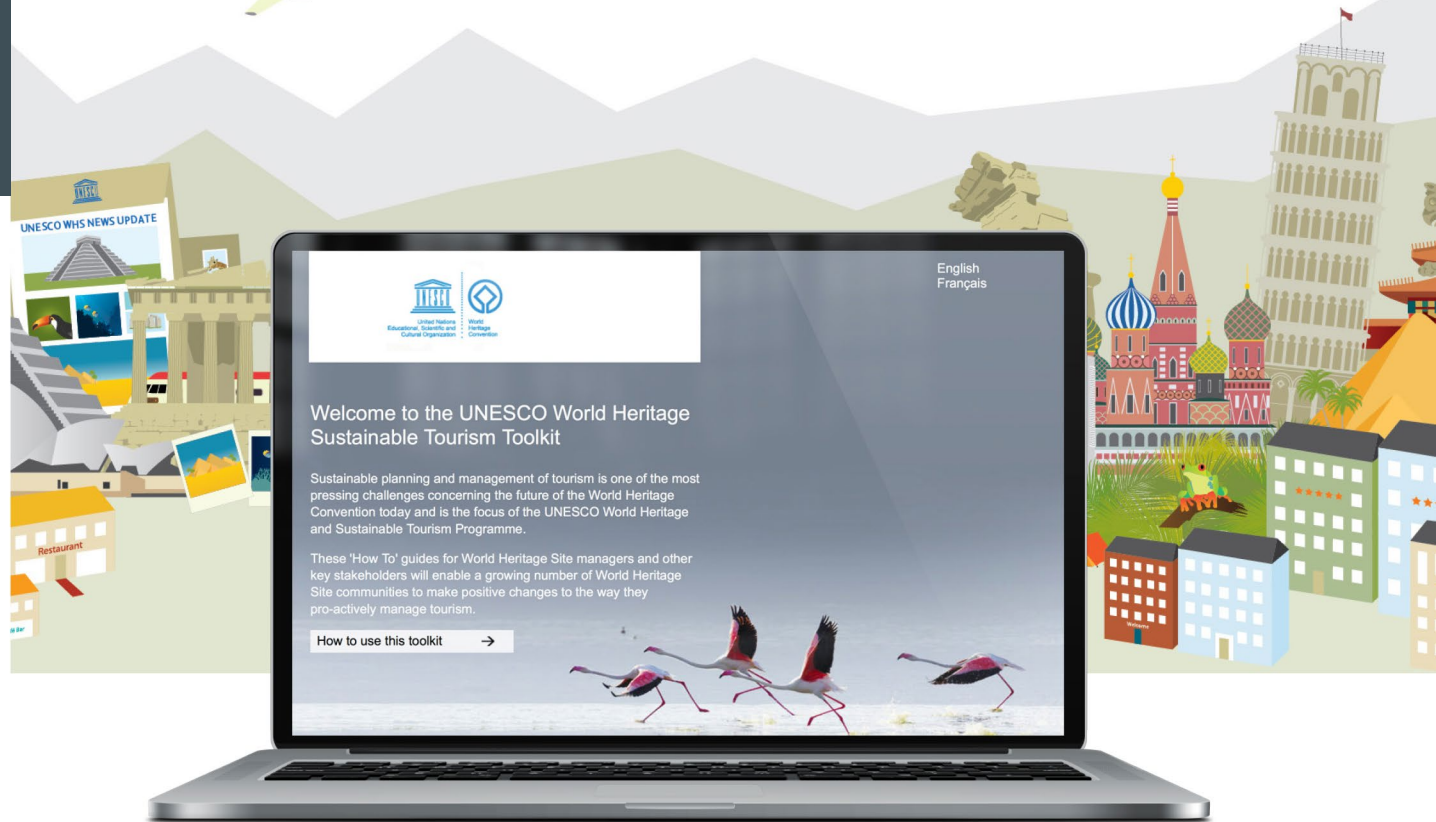
- entier puissent modifier de manière positive leur gestion proactive du tourisme.

Les gestionnaires de sites et autres acteurs doivent pouvoir naviguer à travers un système d'apprentissage qui démarre avec des idées et orientations de base, mais qui permet à tout utilisateur d'approfondir quelque thème que ce soit en lien avec ses intérêts, ses besoins, et les attentes au niveau local.

### UNE MÉTHODE INNOVANTE

Compte-tenu de l'immense échelle et de la grande variété des biens du patrimoine mondial de par le monde, et de la pénurie de ressources humaines et financières, ces guides pratiques constituent un modèle innovant et durable qui permet aux gestionnaires de sites et autres parties prenantes du secteur du tourisme de trouver leurs propres réponses et solutions.

Différentes idées d'une importance critique pour le tourisme durable au sein des sites du patrimoine mondial sont très clairement expliquées dans ces guides, exposant les connaissances et processus clés au cœur d'une approche simple et pratique.



### RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LES GESTIONNAIRES DE SITES

Les guides ont été soumis à un processus de test et de développement à travers le projet « *Vers une région pilote nordique-baltique pour le patrimoine mondial et le tourisme durable* », coordonné par la Fondation nordique du patrimoine mondial. Quinze sites pilotes appartenant au réseau du patrimoine mondial nordique-baltique ont participé au projet. Au cours des prochains mois, les guides seront également testés sur quatre sites africains du patrimoine mondial naturel.

Ce projet jette les fondements d'un apprentissage et d'une coopération continue pour les acteurs clés impliqués dans la conservation du patrimoine mondial, et dans la gestion et le développement du tourisme. Il soutiendra les efforts déployés par l'UNESCO pour mettre en œuvre un aspect clé du Plan d'action du Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable approuvé par le Comité du patrimoine mondial en 2012.



# RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LE PATRIMOINE MONDIAL

## Lettre d'information 5

### CONTRIBUTEURS:

Laura de Miguel  
Maria Agundez  
Alessio Re  
Cecilie Smith-Christensen  
Ona Vileikis  
Sanjarbek Allayarov  
Hoseah Wanderi  
Ian Lilley  
Masanori Nagaoka  
Peter DeBrine

### COORDINATION:

Letícia Leitão

### TRADUCTION:

Cécile Lacroix

### CONCEPTION:

Tiago Marques  
([www.tmarq.com](http://www.tmarq.com))



ICOMOS



©2015 IUCN / ICOMOS / ICCROM Tous droits réservés.

La responsabilité pour le contenu des articles publiés dans cette newsletter repose sur leurs auteurs respectifs.



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Cette lettre d'information a été développée  
avec le soutien financier de l'Office fédéral  
de l'environnement de la Confédération suisse